

Représentations de soi et positionnement social chez les membres de l'association familles de détenus-disparus à Santiago

Joannie Jean, étudiante au doctorat/ PhD candidate en/in sociologie, Université d'Ottawa

Cet article examine les représentations de soi liées au passé chez les familles de détenus-disparus et leur influence à la fois sur les identités contemporaines des individus et leur positionnement social actuel. En utilisant le cas du Chili post-dictatorial, il met en exergue la façon dont les disparitions forcées continuent d'influencer les identités contemporaines des proches de détenus-disparus. En discutant des différentes identités présentes dans ce groupe, cet article met en lumière comment certains membres de l'association se représentent unilatéralement comme des actrices luttant pour les droits humains alors que d'autres se conçoivent comme les victimes d'un régime autoritaire ou de façon plus ambivalente. Finalement, il termine avec une discussion portant sur le positionnement politique de ces femmes. Au cours de cet article, deux principaux arguments sont avancés. Dans un premier temps alors que la littérature représente les membres de l'association comme des victimes de la dictature, cette étude démontre comment les identités ont plutôt évolué au fil du temps et dépendent lourdement du contexte socio-politique. Dans un second temps, il est également démontré que l'association a un certain pouvoir de circonscription sur ses membres relativement aux représentations de soi et du passé qui doivent être mis de l'avant.

[This article looks at self-representation found among the members of the Association of Families of Detained-Disappeared as well as its influence on individual contemporary identities and social positioning. Employing the case of post-dictatorship Chile, it outlines how the disappearance of loved ones still influences the contemporary identities of relatives. By discussing the different identities present within this group, the article highlights how some of the members of the association represent themselves primarily as human rights activists whereas others see themselves as victims of an authoritarian regime, or in a more ambivalent way. Finally, it discusses how these women position themselves in contemporary Chilean politics. Throughout the article, two main arguments are advanced. First, where the literature generally represents them as victims of the dictatorship, this study shows that identities have evolved through time and depend heavily on the socio-political context. A second related argument

is that the association has an influence on its membership to highlight certain self-representations and accounts of the past.]

Dans le contexte chilien, force est de constater l'omniprésence du passé de la dictature dans les récits et les représentations faits de ce dernier. Or l'acte de se souvenir du passé et la manière dont on se le représente correspondent à un projet politique qui se prolonge dans le présent ainsi qu'à une identité sociale et politique particulière¹. Cet article examine la relation entre les représentations du passé et le positionnement politique contemporain des sujets de la recherche effectuée dans le cadre de ma thèse de maîtrise chez des familles de détenus-disparus à Santiago.

Dans un premier temps, j'ai pu observer que l'absence du « disparu » est représentée chez mes interviewées comme étant persistante et qu'elle continue d'influer sur leurs identités contemporaines. Dans un premier temps, bien qu'on représente les proches des « disparus » généralement de façon homogène dans la littérature², c'est-à-dire comme des femmes au foyer, plusieurs identités sont présentes au sein du groupe étudié. Si certaines des femmes que j'ai rencontrées se conçoivent en effet unilatéralement comme des actrices luttant pour les droits humains, d'autres se construisent de façon plus ambivalente, alors qu'elles se perçoivent à la fois comme des victimes de l'État totalitaire et des actrices politiques luttant pour la vérité et pour la justice. Il est par ailleurs important dans un second temps pour certaines d'entre elles de se positionner au sein de l'arène politique chilienne contemporaine, c'est-à-dire d'affirmer leurs allégeances ou non-allégeances politiques, qui représentent pour plusieurs le centre de leur personnalité.

Afin d'aborder plus précisément les points susmentionnés, il convient tout d'abord de donner des précisions sur le groupe étudié ici en décrivant brièvement le contexte historique de sa formation et des actions subséquentes de ses membres, puis en introduisant la méthodologie utilisée dans le cadre du projet.

Cadre historique

À partir des années 1950, l'Amérique latine se tournait vers la gauche afin de répondre aux inégalités qui étaient prégnantes au sein de ses différents pays.

¹James E. Young, « Écrire le monument: site, mémoire, critique », *Annales*, ESC n°3 (mai-juin1993), p.743.

² Tels que M. Gomez Barris. *Where Memory Dwells: Culture and State Violence in Chile*. UC Press Editions, Berkeley and Los Angeles, 2009, 216 pages, Marjorie Agosín. *Scraps of Life, Chilean Arpilleras. Chilean Women and the Pinochet Dictatorship*. New Jersey: The Red Sea Press, 1987, 154 pages et Marjorie Agosín. *Ashes of revolt*. Fredonia, New York : White Pine Press, , 1996, 183 pages.

Entraînée par ce mouvement, la population chilienne élit en 1970 un président socialiste, Salvador Allende, à la tête d'une coalition de la gauche. Le 11 septembre 1973, la voie chilienne vers le socialisme avortait à la suite d'un coup d'État mené par Augusto Pinochet soutenu par les États-Unis³. Ce coup ne signifia pas seulement la fin d'un gouvernement socialiste, mais fut également synonyme du commencement d'une ère autoritaire où les droits humains étaient systématiquement bafoués. Un individu risquait à tout moment de se faire catégoriser comme étant un « agent subversif du communisme » ou comme « l'ennemi intérieur ». Ce régime autoritaire au Chili se caractérisa par l'utilisation de techniques spécialisées, telles que l'enlèvement par des équipes habillées en civils dans des lieux publics, dans la rue, au travail ou dans les domiciles, le déni administratif de l'existence de l'acte des enlèvements ou de l'existence même des individus enlevés, la torture secrète systématique⁴ d'éléments jugés « subversifs » et l'effacement de toute trace, administrative ou physique, de l'existence des individus ayant été enlevés plongeant ainsi la population dans un état de terreur⁵. L'emploi de ces techniques était justifié par la junte militaire comme étant l'unique solution afin de réaliser la purge nécessaire de la nation et d'ainsi libérer « le pays du mal qui le rongait⁶ ».

En 1988, face aux nombreuses critiques provenant de l'international et visant l'absence de démocratie au Chili, Pinochet lança la campagne du « *Sí* » ou du « *No* », qui proposait à la population de décider entre ces deux options⁷. Bien

³ Dès 1969, un plan secret soutenu par la CIA fut entrepris afin d'éviter l'élection d'Allende. Allende élu, ce plan visa le renversement de son gouvernement. Il comprenait cinq éléments : l'action politique afin de diviser et d'affaiblir la coalition socialiste, le maintien et l'élargissement des contacts avec les militaires chiliens, le soutien aux partis politiques non marxistes et finalement, le support et le financement de plusieurs médias afin qu'ils parlent contre le gouvernement Allende tant au Chili qu'à l'extérieur du pays (Peter Kornbluh. *The Pinochet File. A Declassified Dossier on Atrocity and Accountability*. London : The New Press & London, 2003 : 87).

⁴ Pour plus de renseignements sur l'emploi de la torture au Chili, voir « Torture as Public Policy, 1810-2010 » par Elizabeth Lira et Brian Loveman dans Collins, Cath, Katherine Hite, Alfredo Joignant (eds). *The Politics of Memory in Chile. From Pinochet to Bachelet*, Boulder & London : The First Forum Press, 2013 279 pages.

⁵ Razac, « Disparition des subversifs et brutalité furtive du pouvoir » dans Alain Brossat & Jean-Louis Déotte. *La mort dissoute. Disparition et spectralité*. Paris, L'Harmattan, 2002, 179-180), Kornbluh, *The Pinochet File*, 84-85).

⁶Renaud Goyer. « Les différentes dimensions liées aux générations dans l'identité collective des Mères de la Place de Mai en Argentine », p.254, dans Anne Quéniart & Roch Hurtubise (dir.), *Regards sur l'intergénérationnel*, Paris, Presse de l'EHESP, 2009

⁷ La première option redonnait un mandat présidentiel à Pinochet à compter de mars 1989, et ce, pour les huit années subséquentes et permettait ensuite au cours des deux années suivantes de procéder à l'élection du parlement et du congrès. Le « Non » quant à lui rejetait Pinochet en tant que candidat présidentiel tout en lui accordant, avec la junte militaire, une dernière année pour gouverner, le processus électoral démocratique ne s'enclenchant que trois mois avant la fin de ce mandat, et les nouveaux élus

que les résultats du plébiscite donnent la victoire au camp du « Non », cela n'entraîna pas le départ du général Pinochet de la vie politique. En effet, à partir de ce moment, il commença à influencer directement le déroulement de la transition. Son influence se fit ressentir à travers plusieurs mesures déjà amorcées dès 1980 telles que l'implémentation d'une loi d'amnistie à la Constitution, selon laquelle tous les militaires ayant participé à des crimes violant les droits humains entre 1973 et 1978 ne pourraient être poursuivis, son positionnement clé comme général en chef des armées qui lui permettait de conserver un certain levier sur les politiques publiques et finalement une restructuration majeure du système judiciaire lui permettant de nommer des juges partisans à la Cour Suprême ce qui assurerait le blocage entre autres de lois ayant pour but de changer la constitution⁸.

Les élections de 1989 portèrent au pouvoir le parti de la *Concertación* dirigé par Patricio Aylwin. L'un de ses premiers mouvements fut d'inaugurer les travaux d'une Commission nationale de Vérité et de Réconciliation (surnommée Commission Rettig) en 1991⁹. Le principal but de la commission était d'enquêter sur les violations de droits humains dans le passé récent chilien et par le fait même de répondre aux objectifs suivants : (1) la réparation des dommages psychologiques causés autant par les actes d'enlèvement et de torture que par le déni administratif dans lequel ces derniers s'étaient produits et (2) la promotion du « Nunca Más » (« du jamais plus »)¹⁰. Le contexte dans lequel les travaux de la commission se sont réalisés puis dans lequel ils ont été publiés a toutefois grandement limité la portée de ses résultats. En effet, l'un des premiers mandats étant de viser la réconciliation nationale avant de passer à autre chose comme nation¹¹, cela a poussé les commissaires à circonscrire les cas sujets à investigation. De manière plus précise, cela signifiait que seuls les cas pouvant être qualifiés de « sérieux » pouvaient être étudiés, limitant ainsi les recherches aux « disparitions, [aux] exécutions et [aux] cas de torture ayant mené à la mort »¹². Si la principale critique de la commission Rettig se formulait relative à

quant à eux ne prenant le pouvoir qu'en mars 1990 (Pierre Beaucage & Martin Hébert. *Images et langages de la violence en Amérique latine*. Québec : Presses de l'Université Laval, 2008, p.144).

⁸Onur Bakiner, « From Denial to Reluctant Dialogue: The Chilean Military's Confrontation with Human Rights (1990-2006) », *The International Journal of Transitional Justice*, vol.4 (2010), p.52 et Cath Collins, « Human Rights Trials in Chile during and after the 'Pinochet Years' », *The International Journal of Transitional Justice*, vol. 4 (2009), pp. 71-72.

⁹Lessie Jo Frazier. *Salt in the Sand. Memory, Violence, and the Nation-State in Chile, 1890 to present*. Durham & London: Duke University Press, 2007, p.198.

¹⁰Greg Grandin, « The Instruction of Great Catastrophe: Truth Commissions, National History, and State Formation in Argentina, Chile, and Guatemala », *American Historical Review* 110, 1 (2005): 47.

¹¹Frazier, *Salt in the Sand*, pp.190-191.

¹²Brian Loveman & Elizabeth Lira. «Truth, Justice, Reconciliation, and Impunity as Historical Themes: Chile, 1814-2006 », *Radical History Review*, vol. 97 (2007), p.62.

ces limitations, d'autres lui furent également adressées concernant la non-publication de l'entièreté de ses recherches et le fait qu'elle ne permit pas non plus de rendre justice aux victimes et à leurs familles étant donné la loi d'amnistie entérinée dans la constitution¹³.

Le changement qui par la suite marqua la politique chilienne sur le plan mémoriel fut l'arrestation de Pinochet en 1998. Cet événement poussa de nombreux groupes à recommencer à revendiquer vérité et justice pour les victimes de la junte militaire. Pour certaines femmes que j'ai rencontrées lors de mon travail de terrain en 2012, la principale source de motivation demeurait justement l'obtention d'une condamnation des militaires ayant perpétré des violations de droits humains¹⁴. Grâce à leur association avec des avocats sensibles à leur cause et à un juge qui révisa les limites de la loi d'amnistie de 1980, elles ont réussi à contourner celle-ci, permettant ainsi d'obtenir des condamnations pour des cas de « disparitions forcées », ce crime ne pouvant être amnistié¹⁵. En effet, le crime de « faire disparaître » est maintenant considéré comme étant un crime imprescriptible par la justice chilienne. Le fait de maintenir dans l'ignorance les proches des victimes crée un dédoublement dans le temps du crime invalidant la loi d'amnistie pour ces cas, puisqu'il s'agit ainsi d'un crime toujours en cours. Courtes furent toutefois les réjouissances, car certains présumés criminels avouèrent rapidement leurs crimes afin d'être amnistiés à nouveau¹⁶.

Le retrait de Pinochet de la scène publique politique a permis à plusieurs groupes d'investir ce lieu à nouveau afin de partager et de transmettre leurs représentations du passé sans craindre de représailles de la part du gouvernement ou des militaires. Cet investissement de l'espace public a également signifié l'apparition d'une multitude de différences entre les récits de ces regroupements¹⁷. L'un de ces groupes est l'*Agrupacion de familiares de detenidos-desaparecidos* (Association de familles de détenus-disparus, ou AFDD) avec laquelle j'ai travaillé au printemps 2012. Celle-ci fut créée par des familles de « détenus-disparus » en 1975. Se rencontrant à plusieurs reprises au cours de leurs démarches judiciaires, elles¹⁸ ont décidé de s'unir afin d'obtenir des nouvelles de leurs proches « disparus »¹⁹. Pendant la dictature, les différentes

¹³ *Ibid.*, p. 64.

¹⁴ Journal de terrain-Chili, mai 2012.

¹⁵ Collins, « Human Rights Trials in Chile during and after the 'Pinochet Years' », p. 124.

¹⁶ *Ibid.*, p.125.

¹⁷ Joannie Jean. *Mémoires et figures des disparus chiliens en période post-transitionnelle*. Ottawa, Mémoire de maîtrise, sous la supervision de Karine Vanthuyne, 2013, 164 pages.

¹⁸ Le féminin est utilisé ici, car les principales personnes impliquées dans la formation du groupe et dans les recherches étaient des femmes, celles-ci étant moins visées par le régime autoritaire.

¹⁹ www.desaparecidos.orf/fedefam

sections du groupe²⁰ ont organisé des marches afin de dénoncer les mesures répressives, ont fait des appels à l'international dans le but d'attirer l'attention public sur ce qui se passait au Chili, ont fait des grèves de la faim, etc. Depuis la transition vers la démocratie, l'AFDD continue de réclamer la vérité sur les derniers instants des « disparus » et la traduction en justice des responsables de violations de droits humains. L'association se mobilise également, à l'instar d'autres organisations de victimes de régimes autoritaires latino-américains²¹, pour d'autres causes dont celle du mouvement étudiant pour la gratuité scolaire ou celle des Mapuches²².

Méthodologie

Les matériaux empiriques sur lesquels se base cet article font partie des résultats de recherche sur le terrain obtenus au cours du printemps 2012. Pendant deux mois, j'ai rencontré des membres ou des participants aux activités de l'AFDD et j'ai réalisé des entretiens semi-dirigés avec ces derniers. Le premier contact avec les proches de « disparus » s'est fait à partir de la maison détenue par l'association de familles de « détenus-disparus » à Santiago. Dès mon arrivée au pays, Gabriela Zuñiga, directrice des communications et des relations publiques, m'a prise en charge et m'a présentée aux membres. De fait, neuf des quinze entrevues que j'ai menées durant mon séjour furent initiées par cette dernière. Les six autres participantes me furent présentées par Alicia Pastore (membre sans statut de l'association). Celle-ci m'a en effet permis de rencontrer des femmes qui avaient rejeté la demande d'entrevue lorsque Gabriela le leur avait sollicité ou qui ne venaient pas fréquemment à la maison. Tous les entretiens semi-dirigés sauf un ont eu lieu dans les locaux de l'AFDD²³. Le point de départ de ces entrevues était la présentation de mon projet de maîtrise et l'usage qui serait fait des données recueillies. Nous passons ensuite au récit de leur histoire personnelle, de leur enfance à ce jour. Cette partie me permettait de comprendre quelle avait été leur expérience de la dictature et de l'après-dictature, comment leur situation politique avait évolué et finalement, quels mots elles employaient pour décrire leur expérience d'abord de proche de « disparu » et ensuite d'activiste.

Identité : pluridimensionnalité, représentation de soi et positionnement social

²⁰ On retrouve des sections différentes de l'AFDD dans plusieurs régions du Chili, par exemple Paine, Santiago et Val Paraíso.

²¹ Ari Gandsman, « The limits of kinship mobilizations and the (a)politics of human rights in Argentina », *The Journal of Latin American and Caribbean Anthropology*, vol. 17, no 2, juillet (2012), pp. 193-214

²² Page Facebook de l'association.

²³ En effet, la seule entrevue s'étant déroulée à l'extérieur est celle réalisée avec Juan René Maureira Moreno dans l'ancien centre de détention, Londres 38.

Les représentations de soi dans le cadre de la narration des expériences de la dictature et de la « disparition » d'un proche doivent se comprendre à partir de la métamémoire telle que décrite par Candau. La métamémoire est « d'une part la représentation que chaque individu se fait de sa propre mémoire, la connaissance qu'il en a et, d'autre part, ce qu'il en dit. Elle est une mémoire revendiquée, ostensive²⁴ ». Dans ce processus de construction de la mémoire, l'individu incorpore et intègre le passé en le marquant de sa propre empreinte au sein de ses propres récits et histoires de vie²⁵. La représentation de soi se constituerait donc à partir d'une collection de concepts de soi formant les différentes composantes identitaires des individus²⁶. Si tout d'abord chez des familles de « disparus », la représentation de soi est constituée à partir de leur identité de victime d'abus de la part d'un État totalitaire, elle est également construite autour des relations entretenues entre les membres de cette même association où elles ont développé à partir de leurs activités communes ; l'identité d'actrice politique. En partageant leurs représentations du passé, elles mettent en œuvre des processus identitaires²⁷ résultant ainsi en une définition de soi analogue²⁸.

Ces représentations de soi comme « victime » ou « actrice politique » ne sont pas les seules identités portées par les femmes interviewées à Santiago de mars en mai 2012. Elles ne pourraient se définir seulement par celles-ci, mais elles doivent plutôt s'appréhender comme diverses facettes de l'identité « totale » portée par les individus²⁹. Il faudrait selon cet auteur prendre en compte toutes les dimensions de ces identités, qui sont construites par chaque femme à la fois par sa propre interprétation de sa position dans la hiérarchie sociale et par des processus de classement à l'œuvre au sein des sociétés³⁰. Je reviendrai sur ces processus de catégorisations et de hiérarchisation un peu plus loin. Il convient tout d'abord de prendre en considération des problèmes d'identification relatifs à l'articulation entre les identités individuelles ou collectives. En effet, tel qu'il est souligné par Simon, il apparaît aussi impossible de se situer simplement au niveau individuel, car nul ne trouve à l'extérieur du monde, que de considérer seulement l'angle

²⁴ Joël Candau, *Anthropologie de la mémoire*. Paris : Armand Colin, 2005, p. 78-79.

²⁵ *Ibid.*, p. 115.

²⁶ Marcus et Wurf, 1987, cité dans Jean-Claude Deschamps & Pascal Moliner, *L'identité en psychologie sociale. Des processus identitaires aux représentations sociales*. Paris, Armand Colin, 2012, deuxième édition, p.95.

²⁷ « Les processus identitaires permettent aux individus d'élaborer et de maintenir des connaissances à propos d'eux-mêmes et d'autrui, à propos des différents groupes avec lesquels ils sont en interactions (Deschamps & Moliner, *L'identité en psychologie collective*, p.87.) ».

²⁸ *Ibid.*, p. 86.

²⁹ Pierre-Jean Simon, « Différenciation et hiérarchisation sociales », in *Les cahiers du CERIEM*, 2 (1997), p. 45.

³⁰ *Idem.*

collectif puisque cela supposerait la prépondérance du collectif sur les individus³¹. Il faudrait plutôt selon lui comprendre les individus comme des acteurs sociaux revêtant diverses identités se combinant les unes aux autres afin de répondre aux besoins immédiats du personnage incarné à un moment donné³². Par exemple, dans le cas chilien, les femmes interviewées se décrivaient, pour la plupart, comme de jeunes femmes et mères de famille engagées dans la lutte pour un monde meilleur avant la dictature, cette identification basculant lors du récit de la dictature, et encore au retour à la démocratie. Ce qui est intéressant dans cette séquence et parfois même dans la superposition des identités est la façon dont les individus, de par leur autodéfinition en relation avec le monde, contribuent « à la construction et déconstruction incessante de la réalité sociale, à la production du social et de l'histoire »³³. La production des identités des familles de « disparus » ne pourrait donc être comprise simplement par l'interaction entre l'État et les individus, mais doit plutôt s'observer comme le mouvement d'aller-retour incessant entre les personnes en particulier avec l'État et ses politiques mémorielles par exemple, mais aussi en relation avec le regroupement de familles qui produit également ses identités propres.

Qui sont ces femmes qui participent aux activités de l'AFDD ? Comment se définissent-elles par rapport à leur « disparu » ? Durant mes entretiens, j'ai identifié trois types de définition de soi : tout d'abord, des femmes se représentant uniquement comme des actrices politiques luttant pour les droits humains ; ensuite, des femmes se concevant comme des victimes de la dictature ; et enfin, des femmes se percevant à la fois comme victimes d'un État totalitaire et actrices politiques luttant pour la vérité et la justice.

Les femmes se définissant comme actrices politiques seulement voient leur implication dans la lutte pour la vérité et la justice vis-à-vis des « disparus », et plus particulièrement leur participation au travail de l'AFDD, comme une lutte pour le respect des droits humains. Contrairement à celles qui se construisent simultanément comme des victimes et des actrices politiques, la « disparition » de leurs mari, frères ou fils a selon elles créé une force qui les a soutenues dans leurs différentes démarches. Par exemple, la « disparition » a poussé Belgica Castro³⁴ à trouver une nouvelle forme d'expression dénonciatrice des politiques de l'État à travers l'art³⁵. Les *arpilleras* lui permettent en effet de dénoncer aujourd'hui non seulement les violations des droits humains commises par le passé, mais aussi celles perpétrées aujourd'hui, telles que celles qui sont commises couramment à

³¹ Idem.

³² Idem.

³³ *Ibid.*, p.47.

³⁴ Jeune militante et nouvellement mariée à un militant à l'époque, elle s'est vue obligée de s'exiler en Suède en raison des persécutions quotidiennes des militaires.

³⁵ Entretien Belgica Castro.

l'égard des Mapuches³⁶. Elle explique qu'avant la disparition de son mari, elle et lui étaient conjointement impliqués dans différentes initiatives sociales mises sur pied par le gouvernement de Salvador Allende et que le coup d'État a changé tout cela. Belgica a en effet dû changer de maison sans cesse, ses amis et elle-même ont été emprisonnés, et si quelques-uns ont « disparu », d'autres s'en sont sortis³⁷. Ce qui émerge dès lors du récit de Belgica est que, malgré ce bouleversement et en réaction aux violences perpétrées envers sa famille et ses amis, un sentiment de force et de détermination face à la tâche à accomplir s'est développé : retrouver son mari, exposer la vérité et enseigner aux générations futures le respect de la vie humaine l'ont en effet maintenue sur la scène publique comme une actrice politique à la recherche de vérité et de justice³⁸.

Commune à plusieurs d'entre elles, cette force est particulièrement perceptible chez Gabriela Zuñega. Étudiante elle aussi aux débuts de la dictature, impliquée dans les nouveaux programmes sociaux et nouvellement mariée à un autre militant du *Movimiento de izquierda revolucionario* (Mouvement de gauche révolutionnaire – MIR), Gabriela s'est tout de suite engagée dans la lutte et dans la recherche des « disparus »³⁹. Alors qu'une majorité de femmes commençaient l'entrevue en se présentant comme étant la fille, la femme, la sœur ou la mère d'un « disparu », Gabriela a quant à elle insisté sur le fait que son statut de femme de « disparu » ne constituait qu'une infime partie de son identité⁴⁰. Durant notre entretien, Gabriela est revenue à deux reprises sur ce sujet, car il était important pour elle que je tienne compte des différentes identités qui constituent ce qu'elle est aujourd'hui. Belgica a insisté également sur le fait qu'elle n'était pas une victime des événements, mais plutôt que ceux-ci l'accompagnaient au quotidien et lui donnaient la force de continuer à dénoncer et à travailler pour l'amélioration du respect des droits humains au Chili⁴¹.

Deux femmes se sont représentées par contre à la fois comme des actrices et des victimes dans le cadre des entretiens que j'ai menés auprès d'elles. En effet, si chez Genovevia Roevos et Ana Maria Cariño Aguilera la lutte pour la vérité et la justice reste un thème important, on a l'impression que le vocabulaire utilisé pour décrire leur expérience de la « disparition » renvoie moins à la force qu'à générée celle-ci qu'à la douleur qui s'en est dégagée.

Alors qu'au cours de précédentes entrevues, l'on tentait immédiatement de passer au sujet de l'activisme au sein de l'AFDD, Ana Maria a plutôt décrit

³⁶ Idem.

³⁷ Idem.

³⁸ Idem.

³⁹ Entrevue Gabriela Zuñega.

⁴⁰ Idem.

⁴¹ Entrevue Belgica Castro.

pendant plusieurs minutes l'atmosphère et l'enlèvement dans le menu détail⁴². Une explication de ce type de description est qu'Ana Maria n'avait jamais raconté sa propre histoire à une étrangère. En effet, au début de notre rencontre, elle m'a révélé que c'était la première fois qu'elle accordait une entrevue. En mettant pour la première fois en mots son expérience dans le cadre de notre entretien, Ana Maria décrivait différemment celle-ci par rapport à aux femmes qui l'avaient racontée plusieurs fois au sein de l'association, et qui de ce fait s'étaient sans doute approprié avec le temps le discours de la direction de l'AFDD au sujet du vécu d'une disparition forcée. C'est-à-dire que la façon dont l'AFDD structure le discours de ses membres laisse dans l'ombre l'expérience personnelle et les émotions engendrées par l'expérience vécue de la « disparition ». La direction semble plutôt vouloir mettre l'accent sur les efforts collectifs passés (recherche des « disparus » et dénonciation des violations des droits humains) et l'engagement social des membres dans les causes contemporaines.

J'en suis venue à cette conclusion à la suite de deux faits distincts. Il faut d'abord souligner que Gabriela Zuñega avait la responsabilité de me présenter aux femmes et qu'elle leur disait de quoi allait traiter l'entrevue et de quoi nous devrions parler durant celle-ci. Dans le contexte des entrevues, j'ai par ailleurs pu observer l'influence de la direction. Pendant celles-ci, certaines des femmes me disaient que ce n'était pas important de parler de leur expérience personnelle de la disparition et du chemin qu'elles avaient dû faire pour savoir ce qui c'était passé avec leur proche, car elles avaient toutes vécu la même chose. À leurs yeux, ce n'était pas leur expérience en tant que telle qu'il fallait saisir. C'est plutôt celle de l'ensemble du groupe qui devait être privilégiée⁴³.

En revanche, le récit de Genovevia diffère quant à lui de la ligne directrice de l'association. Elle m'a décrit l'époque de Pinochet comme une période de sa vie où elle vivait constamment dans la peur. Elle m'a alors raconté sa peur, mais aussi celle de sa voisine, qui a été témoin de l'enlèvement de son père. Tout en insistant sur l'atmosphère de peur qui était présente à cette époque, Genovevia souligne un second élément typique de celle-ci : le silence. Si on était témoin de quoi que ce soit, on se taisait généralement au sujet de ce qu'on avait vu de peur de disparaître à son tour. Genovevia identifie et représente sa mère et elle-même comme des victimes alors qu'Ana Maria, elle, semble avoir une position plus ambivalente. Si le récit de la « disparition » du père et du frère de Genovevia et des premiers jours suivant celle-ci décrit la douleur ressentie et les persécutions subies principalement par sa mère, lorsqu'elle passe au récit de son retour à Santiago, et par le fait même du début de son implication dans l'AFDD, elle utilise une terminologie qui sous-entend une force⁴⁴.

⁴² Idem.

⁴³ Journal de terrain, entrée du 25 avril 2012. Je reviendrai sur cette circonscription en conclusion.

⁴⁴ Idem.

Se positionner sur l'échiquier politique

Au cours de mes rencontres dans les locaux de l'AFDD, un autre angle identitaire est apparu : l'activisme politique passé de mes interlocutrices. La littérature sur le sujet de la disparition forcée ou des anciennes dictatures militaires se concentre de manière générale sur la dimension psychologique ou historique de la question⁴⁵. Peu d'attention est portée sur les femmes qui aujourd'hui dirigent, organisent ou participent aux mouvements de dénonciation des exactions et de revendications de vérité et de justice. Or, il semblerait, comme il est souligné par Dupuis⁴⁶, que l'activisme politique de ces femmes ait émergé après la disparition de leurs proches. Auparavant, et tel que le suggèrent certaines entrevues, leur rôle se serait principalement cantonné aux domaines jugés plus féminins tels que l'aide à la distribution du lait ou l'enseignement. Cependant, d'autres interviewées ont partagé avec moi⁴⁷ une histoire complètement différente de par leur implication dans le parti communiste, l'Unité Populaire ou le MIR, avant la disparition de leur proche, et donc à une époque précédant leur implication dans la lutte au sein de l'AFDD. Il s'agit d'une expérience d'activisme passée qui demeure aujourd'hui au cœur de leur identité politique et sociale.

Silvia Campos appartient à une famille qui s'était engagée dans les activités communistes. Selon elle, son père était un radical, ce qui explique que sa sœur et son frère se soient impliqués au sein de partis de gauche (la première dans le parti communiste, le second dans le MIR)⁴⁸. Quant à son mari et elle, ils n'appartenaient à aucun parti et ne voulaient pas s'occuper de la chose politique. Ils préféraient enseigner dans un collège⁴⁹. De plus, ayant des enfants en bas âge, Silvia préférait rester avec eux⁵⁰.

Marta Perez est aussi demeurée à la maison afin de s'occuper de ses quatre enfants. Ce n'est qu'après la disparition de son mari qu'elle a su qu'il appartenait au parti communiste. Chez les Perez, on voit que la place de Marta était à la

⁴⁵ Tels que Paz Rojas. *La interminable ausencia. Estudio medico, psicológico y político de la desaparición forzada de personas*. Santiago : LOM, 2009, 216 pages, Fazier, *Salt in the Sand* & Antonia Garcia Castro. *La mort lente des disparus au Chili sous la négociation civils-militaires (1973-2001)*. Paris : Maisonneuve & Larose, 2002, 280 pages.

⁴⁶ Daniel Dupuis. *¿Dónde Están? Terreur et disparitions au Pérou (1980-2000)*. France : Éditions Le Passager, 2009, p.85.

⁴⁷ À mon avis, j'ai eu accès à cette perspective durant mon travail de terrain, car auparavant les études se concentraient davantage sur les revendications, on n'interrogeait pas les femmes sur leur passé, mais plutôt sur leurs activités pendant la dictature. Le format de mes entretiens, soit de demander à mes interviewées de raconter l'histoire de leur famille avant la disparition de leur proche, me permettait d'obtenir une perspective nouvelle quant aux activités de ces femmes.

⁴⁸ Entrevue Silvia Campos.

⁴⁹ Idem.

⁵⁰ Idem.

maison avec les enfants. La charge de travail de son mari ayant doublé, il aurait été impossible que tous deux s'engagent au même moment. On sent tout de même qu'elle regrette de n'avoir pu participer au mouvement. Son mari ne l'avait même pas informée de son niveau d'implication. Ce n'est que lorsqu'elle est allée rencontrer des avocats du Comité Pro-Paz pour faire une demande d'*habeas corpus* que des femmes s'y trouvant l'ont mise au courant⁵¹. Aujourd'hui, bien que ses enfants soient plus âgés, elle n'appartient à aucun parti politique et n'ira pas non plus voter aux prochaines élections⁵².

La majorité des autres femmes que j'ai rencontrées dans le cadre de mon travail de terrain se définissent comme appartenant à la gauche. Je me suis alors demandée si cette représentation était toujours d'actualité en termes d'implication politique et, si oui, de quelle manière et à quel degré ces femmes participaient aux activités politiques de la gauche.

Marta Roco est l'une de ces femmes. Elle provient d'une famille engagée dans le parti communiste. L'importance de cette implication est apparue dès le début de notre discussion alors que nous avons commencé à discuter de son passé familial. Me faire comprendre que son milieu familial l'avait formée à devenir une bonne communiste luttant pour l'égalité au sein de la société chilienne était absolument nécessaire pour elle. Après son mariage, son mari et elle se sont engagés dans les deux campagnes de Salvador Allende, puis, après son élection, ils ont travaillé pour la conscientisation et la promotion des réformes mises en œuvre par l'Unité Populaire⁵³. Elle se rappelle cette époque comme étant remplie d'allégresse et de joie, mais aussi comme une période où elle et son mari devaient travailler énormément afin d'aider et de soutenir le parti⁵⁴. Le coup d'État et le début de la dictature ont coupé court à cet entrain. Alors qu'elle se sentait impuissante, incapable d'aider le pays, elle a vu les têtes dirigeantes des partis de gauche et des militants disparaître pour ne plus revenir⁵⁵. Après discussion avec son époux, il a été décidé qu'il continuerait à s'impliquer dans le parti, mais qu'elle resterait à la maison. Peu après, son mari a « disparu » et ayant cinq enfants, elle a dû trouver un travail afin de subvenir à leurs besoins tout en commençant les recherches afin de le retrouver. Elle se considère toujours comme une communiste, mais ne participe plus aux activités du parti, car elle trouve qu'elle est trop vieille pour cela. Militer pour la gauche serait une activité pour les plus jeunes selon elle. Elle réserve donc son activisme pour l'AFDD⁵⁶.

⁵¹ Idem.

⁵² Idem.

⁵³ Idem.

⁵⁴ Idem.

⁵⁵ Idem.

⁵⁶ Notes d'entrevue Marta Roco.

De manière générale, ces femmes ont toutes quitté le parti politique dont elles faisaient partie avant la dictature. Aucune n'a continué à participer à la vie politique comme membre active d'un parti, mais elles se sont toutes néanmoins impliquées dans l'AFDD et continuent à s'y impliquer aujourd'hui. C'est ce que nous pouvons voir dans les récits de Gabriela Zúñiga, Emilia Vasquez et Marta Roco. Celle qui milite aujourd'hui le plus activement pour la mémoire et pour la reconnaissance du passé chilien est Belgica Castro. Elle s'implique au sein de l'association et elle réalise des créations artistiques qui dénoncent les violations tant passées que présentes. Voici comment cette dernière décrit ce qui motive son militantisme :

C'est continuer la lutte de notre proche. Ils ont tué notre proche parce qu'il représentait un changement de société, parce qu'il était un changement, pour vouloir une vie meilleure, alors nous continuons avec cette lutte, c'est notre lutte, nous voulons un changement profond de la société, nous voulons la paix, nous voulons la vie pour tous et toutes. Nous voulons la justice sociale, nous voulons... que nos enfants, que nos enfants ne dorment pas dans la rue [...]. Et ça, nous devons l'enseigner aux prochaines générations pour qu'il y ait un changement, ce qui ne se fait pas, ça nous manque beaucoup. [...]. Alors... c'est notre lutte, pour la vie. Nous luttons pour la vie. Nous défendons la vie.⁵⁷

Ce qui est intéressant dans la façon dont Belgica décrit son expérience de militante c'est que celle-ci s'est transformée. Dans un premier temps, elle défendait ses propres valeurs de liberté et d'égalité aux côtés de son mari. Puis, après la disparition de ce dernier, il semble qu'elle se soit mise de côté au profit du « disparu » et de ce qu'il défendait. Pendant la dictature, Belgica a dû s'exiler quelques années en Suède. Elle ne pouvait en effet plus vivre au Chili, étant sans cesse obligée de se déplacer afin d'éviter d'être incarcérée⁵⁸. À l'étranger, elle a continué à travailler sur ses projets artistiques, remettant ainsi de l'avant ses idéaux, en écrivant sur son site web des réflexions et en créant des vidéos avec ses *arpilleras*⁵⁹. Il semble cependant que cet activisme ne s'inscrive pas dans l'action d'un parti politique en particulier.

En fait, il apparaît que pour toutes ces femmes l'action au sein d'un parti politique n'est plus une solution. Selon mes recherches, la dictature et la façon dont les membres des partis appartenant à la gauche ont été ciblés ont provoqué

⁵⁷ Entrevue Belgica Castro.

⁵⁸ Idem.

⁵⁹ www.arpillerasporlamemoria.com

une rupture d'association. La peur engendrée par le fait d'être sans cesse poursuivis par des agents de Pinochet tout simplement parce qu'elles ou leurs proches appartenaient à ces partis pourrait expliquer que ces femmes ne veulent plus s'y associer aujourd'hui. De plus, il se pourrait qu'il y ait encore du ressentiment envers les partis (MIR et communiste), car ces derniers n'ont pas aidé les familles après les « disparitions ». C'est un aspect qu'a souligné Alicia Juica, avec un ton laissant deviner l'amertume qu'elle ressent toujours aujourd'hui à l'endroit de ces partis de gauche qui les ont abandonnés, elle et sa famille.

Conclusions

La façon dont le passé est représenté au sein d'une société par ses membres est complexe. Or il existe aujourd'hui plusieurs mémoires de la dictature chilienne. Mon étude m'a permis d'en relever trois types, tout comme Stern⁶⁰ : (1) une mémoire « dissidente », qui conçoit la dictature de Pinochet comme un régime militaire abusif ; (2) une mémoire héroïque, qui perçoit le gouvernement de Pinochet comme un retour à la « normale » ; et (3) une mémoire ambivalente, qui essaie de concilier les deux mémoires précédentes dans l'espoir que le pays passera ainsi à autre chose. Cela étant, j'ai souligné que, contrairement à ce que laisse entendre la littérature sur le sujet, la mémoire dissidente que j'ai retrouvée chez toutes les membres de l'AFDD que j'ai interrogées était paradoxalement associée à des identités différentes. Si certaines s'identifient en effet comme des « actrices » ayant lutté pour l'obtention de réponses de la part du gouvernement quant au sort de leur proche, d'autres se voient plutôt comme les victimes d'un État totalitaire, alors que d'autres encore se définissent de façon plus ambivalente, c'est-à-dire à la fois comme des actrices militant pour la vérité et la justice et comme des victimes de l'État.

Il va sans dire que l'échantillon des mémoires et des identités qui ressortent de mes analyses doit beaucoup au contexte dans lequel s'est fait la cueillette des données sur le terrain. La plupart de mes données ont en effet été recueillies auprès de membres d'une association, l'AFDD, qui possède une forte ligne directrice quant à la façon dont on doit se présenter lors d'une entrevue. Comme nous avons pu le voir précédemment, à travers la mise en commun régulière de leurs expériences de la « disparition » d'un proche, ces femmes ont en effet été encouragées par cette organisation à se montrer fortes. Dans ce contexte, les démonstrations d'émotions telles que la tristesse (exprimée par des larmes) ou par le fait de s'attarder seulement à son récit personnel de la

⁶⁰ Steve J. Stern. *Remembering Pinochet's Chile: On the Eve of London 1998*. London & Durham: Duke University Press, 2004, 247 pages.

« disparition » ne sont pas mises de l'avant. C'est plutôt l'expérience collective de la lutte pour la vérité et la justice qui l'est. Or, quels sont les objectifs de l'AFDD dans cet effacement de l'identité de « victime » des proches de « disparus », pour davantage mettre l'accent sur celle d'« acteurs/activistes » de la mémoire ? Comme Vanthuyne⁶¹ le développe dans le cadre de son travail sur les processus de subjectivation des victimes du conflit armé interne au Guatemala, les organisations qui luttent pour la vérité et la justice au nom des victimes poursuivent des programmes particuliers lorsqu'elles poussent celles-ci à s'identifier publiquement d'une façon plutôt qu'une autre au moyen d'une mise en récit particulière de cette violence.

Deux raisons principales me semblent expliquer cette circonscription. En effet, tel que l'a également souligné French dans son étude de la Commission de Vérité et de Réconciliation guatémaltèque, les proches de « disparus » semblent limités dans la façon dont ils font leur récit en présence d'éléments étrangers à leur groupe⁶². Il s'agirait d'abord de présenter une certaine « mémoire du passé », une histoire uniformisée qui se transmettrait plus facilement. Il m'est en effet apparu lors de mon séjour que la « mémoire » mise de l'avant était celle de l'association, promouvant ainsi d'abord la mémoire collective des violations de droits humains et de la lutte contre l'autoritarisme des individus la composant⁶³. Cette opération de circonscription doit ainsi se lier à ce qu'Halbwachs qualifierait de nécessité apparente pour ces communautés d'idées « [d'] écarter de sa mémoire tout ce qui pourrait séparer les individus, éloigner les groupes les uns des autres [de sorte] qu'à chaque époque elle remanie ses souvenirs de manière à les mettre en accord avec les conditions variables de son équilibre ⁶⁴ ». En dirigeant ainsi les récits et les identités, l'AFDD préserve de son statut particulier face à d'autres regroupements tout en se repositionnant socialement afin de répondre au contexte politique changeant. Tel que j'en suis venue à en conclure au cours de mon mémoire, par l'uniformisation du discours portant sur les représentations du passé, la direction de l'AFDD tenterait de réunir ses membres autour d'une même bannière identitaire et mémorielle⁶⁵.

Dans un second temps, les femmes de ce groupe étaient en quelque sorte assujetties à une double opération de catégorisation, celle-ci ayant pour but de circonscrire leurs identités sociales et leurs actions politiques. L'opération de

⁶¹ Karine Vanthuyne, « L'anthropologie à l'épreuve des politiques du témoignage. De Rigoberta Menchú aux « victimes innocentes » du conflit armé interne guatémaltèque. », *Ethnologie française*, vol.41 (2011), pp. 453-463.

⁶² Briggittine French, « Technologies of telling: Discourse, Transparency, and Erasure in Guatemalan Truth Commission Testimony », *Journal of Human Rights*, vol. 8, no 1 (2009), p.107.

⁶³ Jean, *Mémoires figures des disparus chiliens en période post-transitionnelle*.

⁶⁴ Maurice Halbwachs. *Les cadres sociaux de la mémoire*. (1925) Paris, Les Presses universitaires de France, 1952, nouvelle édition, Collection Bibliothèque de philosophie contemporaine. p.206

⁶⁵ Jean, *Mémoires figures des disparus chiliens en période post-transitionnelle*.

catégorisation décrite ici ne doit pas se limiter à ses qualités taxinomiques, mais devrait plutôt être comprise dans les enjeux de pouvoirs où certains groupes doivent défendre leurs intérêts « dans un contexte de luttes et d'affrontements politiques qui obéissent à la logique du « eux » et du « nous »⁶⁶. Chez les familles de « disparus », la première opération devant être observée ici est la façon dont les institutions officielles décrivent l'association. En effet, le vocabulaire utilisé suggère une position de faiblesse en peignant les membres du regroupement de familles comme des « victimes » ou comme les « proches des victimes ». Cette détermination d'infériorité en termes de pouvoir relativement à l'État est particulièrement observable au sein des Commissions de Vérité et Réconciliation subséquentes organisées par le gouvernement de la *Concertación* élu en 1990. Ces commissions n'eurent que des résultats mitigés et ne trouvèrent que peu de résonance chez les familles de « disparus »⁶⁷. Puisque l'AFDD considérait inadmissibles les limites imposées aux commissions par les lois d'amnistie, cette situation a dès lors favorisé le changement de son discours, afin que ses membres prennent en main leur cause.

En effet, le terme « victime » sous-entend un rôle passif par rapport aux événements. Lorsque les interviewées racontent comment leur proche leur a été « arraché », le sentiment principal qu'elles décrivent est l'impuissance ressentie. De plus, la littérature qui porte sur la dictature représente le gouvernement de Pinochet comme un État tout-puissant qui a abusé et torturé sa population et dont les « victimes » tentent aujourd'hui de se faire entendre. En revanche, la façon dont mes interviewées se représentent collectivement dans la sphère publique est moins en termes de victimes qu'en actrices fortes, revendicatrices de changements. Il me semble qu'à leurs yeux, ou du moins aux yeux de l'AFDD, demeurer dans le rôle précédent, celui de victime, n'aurait pas servi à la cause du « jamais plus ». Si les survivants du conflit armé interne au Guatemala qu'a étudiés Vanthuyne mettent l'accent sur leur victimisation dans l'espoir de capter ainsi l'attention des organismes humanitaires internationaux, les femmes que j'ai interrogées cherchent plutôt une reconnaissance nationale. La persistance du déni de l'injustice de la « disparition » de leurs proches, chez ceux qui entretiennent une mémoire « héroïque » du passé, ou du refus, chez celles qui entretiennent une mémoire « ambivalente », de reconnaître la persistance même de ce déni, pousserait une majorité d'entre elles à embrasser une identité d'actrice luttant

⁶⁶ Gérard Noiriel, « Représentation nationale et catégories sociales. L'exemple des réfugiés politiques », in *Genèses. Sciences sociales et histoire*, 26 (1997), numéro thématique Représentations nationales et pouvoirs d'État, p.31.

⁶⁷ L'objectif principal de ces commissions a été la réparation des dommages psychologiques entraînés par le déni de la vérité des victimes afin d'éviter que ces événements ne se reproduisent ainsi qu'une réconciliation du passé afin de « tourner la page vers le futur » (Grandin, « The Instruction of Great Catastrophe », p.46 & Frazier, *Salt in the Sand*, p. 190-191).

pour la vérité et pour la justice. Dans ce contexte, l'enjeu de la transmission de leur représentation du passé dictatorial est devenu crucial.